Bénin

En 2014, le Bénin a réalisé des progrès modestes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adopté la Politique nationale pour la protection de l'enfance et le Plan d'action pour l'élimination de l'exploitation des enfants dans les principaux marchés nationaux. Il a également accru les capacités de l'Office de protection des mineurs en implantant ses services de protection de l'enfance dans 12 départements géographiques du Bénin où ils n'existaient pas antérieurement. Les autorités ont continué de gérer les centres pour le progrès social qui offrent des services sociaux et de réinsertion aux enfants soustraits à la traite des personnes et au travail forcé. Toutefois, au Bénin, des enfants sont soumis au travail, notamment dans l'agriculture, et plus particulièrement dans la production du coton, et sous ses pires formes, y compris dans le travail domestique. Les ressources limitées pour l'application systématique de la législation sur le travail des enfants entravent les efforts du gouvernement visant à les protéger des pires formes de travail. Le plan d'action national relatif aux pires formes de travail des enfants n'est toujours pas financé et les programmes sociaux de lutte contre le travail des enfants ne suffisent pas pour lutter de façon adéquate contre ce phénomène de grande ampleur.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, au Bénin, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	S'assurer que la législation interdit la vente et la possession de pornographie infantile.	2010 – 2014
	Instaurer des sanctions significatives pour les crimes de traite des personnes relevant de l'exploitation par le travail.	2014
	Adopter le second volume du Code de l'enfant pour faire entrer en vigueur des mesures de protection supplémentaires des enfants.	2009 – 2014
	Relever l'âge de la fin de la scolarisation pour qu'il coïncide avec l'âge minimum d'admission à l'emploi.	2009 – 2014
	Adopter le projet de Code du travail pour durcir les sanctions pour les violations liées au travail des enfants et relever l'âge minimum d'admission à l'emploi de 14 à 15 ans.	2013 – 2014
Mise en œuvre	Dispenser régulièrement aux fonctionnaires de la justice des formations sur les pires formes de travail des enfants.	2013 – 2014
	Recueillir et publier des informations sur le nombre, le type et la qualité des inspections du travail, les infractions à la loi et les sanctions imposées dans les affaires de travail des enfants.	2009 – 2014
	Augmenter les ressources et le nombre d'inspecteurs du travail et d'enquêteurs judiciaires chargés de faire respecter la législation en matière de travail des enfants afin de couvrir la population active de façon adéquate et d'offrir une assistance immédiate aux victimes.	2009 – 2014
	Rendre accessibles au public les informations relatives au nombre d'agents criminels, de poursuites judiciaires, de condamnations et de sanctions imposées en matière de pires formes de travail des enfants.	2009 – 2014
	Veiller à ce que les contrevenants aux lois sur les pires formes de	2010 – 2014

	travail des enfants soient dûment sanctionnés conformément à la loi.	
	Accroître le nombre de lignes téléphoniques gratuites gérées par l'Office central de protection des mineurs (OCPM) pour faciliter la dénonciation des cas d'exploitation d'enfants dans les régions hors de Cotonou et faire connaître au public le nombre des appels concernant le travail des enfants.	2014
Coordination	Veiller à ce que les Cellules départementales de suivi de la coordination pour la protection de l'enfant (CDSCPE) et la Commission nationale des droits de l'enfant s'acquittent activement de leurs responsabilités en matière des pires formes de travail des enfants.	2013 – 2014
	Prendre des mesures pour coordonner les efforts au niveau national afin d'éliminer les activités, comités et acteurs faisant double emploi au niveau local.	2013 – 2014
	Analyser les données provenant des systèmes nationaux de gestion de l'information et diffuser les résultats à travers tout le pays.	2013 – 2014
Politiques gouvernementales	Financer et mettre en œuvre le Plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants au Bénin.	2010 – 2014
	Intégrer les stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants aux politiques existantes.	2010 – 2014
Programmes sociaux	Mener des recherches pour déterminer les activités des enfants qui travaillent dans la production de poisson et le bâtiment afin d'orienter les politiques et les programmes.	2013 – 2014
	Instituer des programmes pour s'attaquer aux pires formes de travail des enfants, notamment dans le travail domestique, l'exploitation sexuelle commerciale et l'agriculture, et surveiller l'avancement de ces programmes.	2010 – 2014
	Prendre des mesures pour assurer la sécurité des enfants à l'école et affecter en priorité des ressources aux fins de renforcer l'accès à l'éducation en construisant de nouveaux établissements scolaires, en subventionnant ou en remboursant les frais de scolarité et en offrant un accès gratuit à un enseignement de qualité à tous les enfants.	2010 – 2014
	Mettre en œuvre les campagnes d'enregistrement des naissances pour accroître l'accès des enfants à l'éducation, surtout dans les zones rurales.	2010 – 2014
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les programmes sociaux existants sur la lutte contre le travail des enfants.	2011 – 2014